

Entretien avec Frédéric Deshusses, archiviste aux Archives contestataires de Genève

Propos recueillis et édités par Arnaud Rolle – Unidistance

Pour commencer, pouvez-vous vous présenter professionnellement ?

Je suis archiviste aux [Archives contestataires](#) depuis 2019, à un taux de 60 %. Avant cela, j'ai toujours travaillé dans des institutions patrimoniales. Je n'ai jamais enseigné l'histoire, ni à l'université ni au secondaire. J'ai étudié l'histoire générale à l'Université de Genève, et après mes études, j'ai toujours travaillé dans le monde des archives ou des bibliothèques. Parallèlement à mon activité d'archiviste, il m'arrive de travailler comme historien, en particulier sur l'histoire du mouvement ouvrier dans la deuxième moitié du XXe siècle en Suisse.

Pouvez-vous présenter les Archives contestataires et leurs missions principales ?

Les [Archives contestataires](#) ont pour mission de collecter, conserver et valoriser les archives des mouvements sociaux de la deuxième moitié du XXe siècle. Le cadre chronologique est défini comme la période postérieure aux années 1950, même si la plupart des documents conservés datent surtout d'après 1968 en raison du renouveau des formes de militantisme qui s'opère à ce moment-là. Le cadre thématique est celui des mouvements sociaux, mais dans notre pratique, il s'agit essentiellement de mouvements de gauche liés à ce qu'on appelle la Nouvelle gauche. Nous n'archivons pas la production des groupes de droite ou d'extrême droite, même lorsqu'ils s'identifient eux-mêmes comme contestataires.

Pourquoi ce choix chronologique et thématique ?

L'origine des Archives contestataires se trouve dans le constat qu'il existait déjà des centres spécialisés pour le mouvement ouvrier, comme le [Collège du Travail](#) ou les [Archives sociales suisses](#), mais aucun centre n'était dédié aux mouvements issus de la Nouvelle gauche. Ce constat a été porté par des

militantes du Mouvement de libération des femmes (MLF), qui avaient commencé une collecte d'archives dès les années 1990, ainsi que par d'ancien·nes militant·es du mouvement étudiant genevois de 1968. Les deux groupes ont créé ensemble les Archives contestataires en 2007. L'année 2007 correspond aussi la veille du quarantième anniversaire de Mai 68, ce qui a renforcé la dimension mémorielle et accéléré la création de la structure.

Quels types de publics fréquentent vos archives ?

En salle de lecture, le public est massivement académique. Environ 70 % des heures de consultation sont réalisées par des étudiants qui travaillent sur des séminaires, des bachelors ou des masters. Le reste concerne des chercheurs confirmés qui travaillent sur des thèses, des projets postdoctoraux ou des projets financés par le Fonds national. On reçoit aussi un peu de public artistique attiré notamment par la production graphique des années 1960–1970. En revanche, il y a peu de consultations de la part d'anciens militants, cela arrive peut-être quatre ou cinq fois par année. Le grand public est touché surtout à travers des expositions ou des événements de valorisation.

Quel est votre rôle en tant qu'archiviste ?

Je suis en charge de la gestion administrative du centre et de toute la gestion informatique, qu'il s'agisse du catalogue de la bibliothèque, du logiciel d'inventaire ou de la bureautique. Je m'occupe aussi de l'informatique liée à la conservation patrimoniale, notamment les documents numériques, qu'ils soient nativement numériques ou issus de numérisation. Je participe à la collecte, même si cette tâche est partagée. Nous sommes trois salarié·es pour 1,3 équivalent plein-temps, plus deux bénévoles régulières. Les activités de valorisation circulent entre nous selon les projets.

Qu'est-ce qui vous motive dans ce travail ?

Je considère que j'ai beaucoup de chance de travailler dans des archives patrimoniales. Beaucoup d'archivistes travaillent dans des milieux où les archives sont moins captivantes, comme des assurances ou des banques. Et en tant qu'historien, j'ai un intérêt particulier pour le mouvement ouvrier et les conflictualités sociales en Suisse. Ces archives permettent de montrer que les conflits existent, qu'ils sont productifs et qu'ils participent à la construction de sociétés démocratiques. Cela me semble très important.

En quoi le travail dans des archives militantes diffère-t-il d'une institution plus classique ?

La première différence est que nous sommes une archive privée sans base légale pour la collecte. Nous ne dépendons pas d'une loi, contrairement aux archives publiques. Nous sommes donc libres de définir notre politique documentaire. La seconde différence vient du fait que le comité de l'association conserve un lien fort avec les mouvements sociaux. Le cadre du travail est donc orienté par des personnes qui ont un lien avec l'engagement politique. Cela crée un champ de tension entre les pratiques professionnelles de l'archivage et certaines attentes militantes. Nous devons garantir la confiance des déposants tout en appliquant une méthodologie rigoureuse.

Une autre différence importante concerne l'organisation des fonds. Les archives publiques fonctionnent selon des organigrammes institutionnels. Les archives militantes, au contraire, arrivent souvent par fragments, au travers de dépôts individuels. Il n'est donc pas possible de reconstituer une organisation interne qui n'a parfois jamais existé, comme pour le Mouvement de libération des femmes, qui fonctionnait de façon peu formalisée.

Comment financez-vous le centre ?

Nous recevons une subvention fixe de la Ville de Genève via l'Agenda 21, au titre de l'héritage culturel. Cette subvention représente environ 40 000 francs annuels. Nous recevons aussi environ 10 000 francs de dons et cotisations. Le reste vient de financements par projets. Notre budget annuel tourne autour de 100 000 francs. La recherche de financements et la justification des réalisations constituent une part importante de mon travail administratif.

Quels ont été les premiers fonds constituant le noyau des Archives contestataires ?

Le premier fonds est celui du Mouvement de libération des femmes. Ensuite est arrivé le fonds de Charles Philipona, un militant marxiste-léniniste fribourgeois qui avait conservé une grande quantité de documents et avait commencé à les inventorier avant son décès. Nous avons ensuite dû traiter le reste de sa collection, parfois en vrac, en nous appuyant sur ce qu'il avait déjà classé.

Comment se passent la collecte et l'entrée des fonds aujourd'hui ?

Nous manquons de place, donc nous ne sommes pas extrêmement actifs dans la collecte. Nous essayons surtout d'identifier des lacunes et, lorsque c'est pertinent, de contacter les producteurs pour les convaincre de verser leurs archives. Nous recevons aussi beaucoup de propositions spontanées. Souvent, les gens versent leurs archives lorsqu'ils déménagent, vieillissent ou ne peuvent plus gérer matériellement leurs documents. Il existe aussi des collectes mandatées, comme celle que nous menons actuellement sur les archives LGBTQIA+.

Quelles sont les grandes thématiques représentées dans vos collections ?

On trouve du militantisme féministe, du militantisme marxiste-léniniste, des mouvements contre-culturels, des groupes de presse militante, des archives anti-nucléaires, des archives liées aux luttes ouvrières et de nombreux documents sur la solidarité internationale, notamment avec le Nicaragua, le Salvador ou les luttes de libération des colonies portugaises d'Afrique australe. Concernant les saisonniers, nous n'avons presque pas de documents produits par les saisonniers eux-mêmes, mais principalement des archives de militants suisses mobilisés sur la question.

Existe-t-il des zones d'ombre dans vos collections ?

Oui. Les luttes autonomes de l'émigration sont très peu documentées. Les archives de l'homosexualité masculine sont presque inexistantes, alors que les archives de groupes homosexuels féminins existent ailleurs. Nous manquons aussi de documentation produite par des militantes marxistes-léninistes, alors que les fonds masculins sont abondants. Enfin, la période 1950–1968 est mal couverte, alors qu'elle représente un moment important de mécontentement ouvrier préalable à 1968.

Y a-t-il des fonds inexploités qui constitueraient d'excellents sujets de recherche ?

[Le fonds du Centre de liaison politique](#) n'a pas encore été étudié, alors qu'il s'agit de la plus grande organisation marxiste-léniniste de Genève. [Les archives de la librairie Que Faire](#) constituent un autre ensemble très riche. Il existe aussi un potentiel important autour des militantes marxistes-léninistes, via l'histoire orale, car nous avons peu de documentation les concernant.

Quels types de documents conservez-vous ?

Nous conservons des affiches, tracts, journaux, brochures, procès-verbaux, rapports internes, et un peu de comptabilité. Nous avons quelques collections de photographies, mais en quantité limitée pour des raisons de conservation matérielle. Nous avons aussi beaucoup d'archives audiovisuelles. Par exemple, nous avons numérisé environ 800 cassettes des radios féministes [Radio Pleine Lune](#) et [Remue-Ménage](#). Nous commençons à recevoir de plus en plus de documents informatiques, parfois anciens, parfois très récents, comme les archives électroniques de la [grève féministe de 2019](#).

Quels défis posent les archives numériques et les réseaux sociaux ?

La communication militante passe beaucoup par les réseaux sociaux, ce qui pose des problèmes d'accès aux contenus, car certaines plateformes sont très fermées. Il existe aussi la question de la propriété : les plateformes peuvent revendiquer la propriété des contenus mis en ligne. Un autre défi tient à la perte des traces de publication, comme les commentaires ou les réactions, qui sont très difficiles à archiver. Certaines solutions existent, comme Telegram, qui permet des exports propres, mais cela reste un chantier très ouvert.

Quels sont les mouvements les plus récents représentés dans vos archives ?

Les documents les plus récents viennent du groupe genevois d'organisation de la grève féministe de 2019, dont les archives sont entièrement électroniques. D'autres versements récents sont en cours mais pas encore officialisés.

Lors de la journée des masters, vous évoquiez la question de la posture militante. Comment la gérez-vous dans votre travail ?

Je n'ai pas l'impression que mon activité relève directement du militantisme. Il existe une motivation liée à un lien avec les mouvements militants, mais le travail en lui-même n'est pas militant. Mon activité militante personnelle ne doit pas transformer les Archives contestataires en archives du groupe auquel j'appartiens. Je fais attention à ce que mon regard ne soit pas entièrement déterminé par mes engagements actuels. Cela dit, avoir un lien avec le monde militant facilite la collecte, car il existe un rapport de confiance. Quelqu'un sans aucun lien aurait plus de difficultés à accomplir ce travail.

Quels événements organisez-vous prochainement ?

Nous préparons une grande journée d'étude sur la catastrophe de Seveso pour 2026.

Pour conclure, que souhaiteriez-vous que le public retienne avant tout des Archives contestataires ?

Je voudrais que l'on comprenne qu'il s'agit d'archives de la société. Ce n'est pas le trésor de la gauche, mais une partie du patrimoine social et politique qui contribue à façonner la société telle qu'elle existe aujourd'hui. Bien qu'elles soient privées, ces archives relèvent de l'histoire générale et doivent être envisagées comme un bien public, un bien commun.

Toutes les informations sur l'association Archives contestataires se trouvent ici
<https://archivescontestataires.ch>